

Que nous révèle le Compte satellite des pensions sur le système de retraite du Canada?

par Philip Cross et Joe Wilkinson



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^p provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.



Que nous révèle le Compte satellite des pensions sur le système de retraite du Canada?

par Philip Cross ¹ et Joe Wilkinson

Statistique Canada a entrepris la création du Compte satellite des pensions ² (CSP) afin de brosser un portrait complet de la richesse de retraite au début de chaque année (le stock) : les rentrées de cotisations et le revenu gagné dans ces différents régimes; les sorties de retraits; et la réévaluation des actifs de retraite durant l'année, pour en arriver à la situation de la richesse à la fin de chaque année ³. Les flux peuvent être cumulés au fil des ans en vue de calculer la contribution de chaque composante au changement du stock global des actifs de retraite. Ces données sont fournies séparément pour les trois principales catégories de mécanismes de retraite : les régimes de sécurité sociale gouvernementaux, les régimes de retraite parrainés par les employeurs et les régimes d'épargne-retraite individuels.

Cette étude examine la croissance récente et la taille des fonds de retraite et se penche également sur la manière dont les administrations publiques, les employeurs et les individus ont changé leur comportement d'investisseur en vue de la retraite face aux événements récents comme la hausse du plafond des cotisations, la levée des restrictions concernant le contenu étranger de certains types de fonds de retraite et l'instabilité des prix des actifs (particulièrement le marché boursier) au cours de la dernière décennie. Cette étude examine ainsi la façon dont les actifs de retraite s'intègrent dans le bilan financier global des ménages et comment ils ont influencé les investissements, l'épargne et les dépenses des ménages.

Aperçu

À la fin de 2008, il y avait 1,8 billion de dollars en actifs de retraite, en baisse par rapport à 2,1 billions de dollars en 2007, mais une somme près de quatre fois plus élevée que celle de 0,5 billion de dollars en 1990. Le CSP présente une ventilation complète de l'augmentation de 1,6 billion affichée par les actifs de retraite de 1990 à 2007 (les données sur le stock des actifs de retraite sont disponibles jusqu'en 2008, et les données sur les flux, jusqu'en 2007). La somme de 1,0 billion de dollars générée par les revenus d'investissement pour les actifs de retraite représentait la plus grande part de la hausse (tableau [3.1](#)). Les cotisations d'une valeur de 1,4 billion de dollars ont dépassé la valeur de 1,3 billion de dollars des retraits, ce qui a résulté en une rentrée nette de 0,1 billion de dollars. Il y a eu un gain net de 0,5 billion de dollars à la suite de la réévaluation de la valeur des actifs (qui inclut les gains et les pertes en capital sur la valeur des actifs et les sommes engagées pour administrer les fonds chaque année), avant les pertes financières de l'année dernière.

Les actifs des régimes de retraite parrainés par les employeurs ont plus que triplé, étant passés de 302 milliards de dollars en 1990 à 1 064 milliards de dollars en 2008. Les revenus d'investissement ont été à l'origine des trois quarts de la croissance des régimes parrainés par les employeurs, et les réévaluations, du reste de la croissance, les retraits ayant dépassé, tout compte fait, les cotisations de 1990 à 2007. Malgré que les cotisations ont crû du double depuis 2002, les régimes parrainés par les

employeurs avaient toujours des retraits équivalant aux cotisations en 2007 et ils avaient l'excédent net le plus élevé des retraits par rapport aux cotisations de 1990 à 2007 (soit un total de 60 milliards de dollars).

Les régimes enregistrés d'épargne individuels (REE) ont augmenté, étant passés de 157 milliards de dollars en 1990 à 631 milliards de dollars en 2008. Les REE individuels ont eu les sources de croissance les plus diversifiées, ayant eu des cotisations nettes, des revenus d'investissement et des réévaluations plus élevés. Ils ont représenté la seule composante importante des retraites pour laquelle les cotisations ont dépassé les retraits au cours de la période allant de 1990 à 2007, la rentrée nette y ayant été de 167 milliards de dollars, représentant le quart environ de la croissance totale de ses actifs. Les revenus d'investissement gagnés dans les comptes de REE individuels ont représenté un peu moins de la moitié (48 % ou 286 milliards de dollars) de la croissance jusqu'en 2007, le reste (27 % ou 161 milliards de dollars) étant attribuable aux réévaluations.

Les actifs de la sécurité sociale ont presque triplé, étant passés de 55 milliards de dollars en 1990 à 140 milliards de dollars en 2008. La hausse a été principalement attribuable aux revenus d'investissement, qui se sont chiffrés à 88 milliards de dollars de 1990 à 2007. Les réévaluations ont ajouté 30 milliards de plus, particulièrement après 2000, lorsque le Régime de pensions du Canada a changé de stratégie d'investissement. Les retraits ont dépassé les cotisations de 15 milliards de dollars entre 1990 et 2007. Cependant, ces sorties sont surtout survenues durant les années 1990. Les sorties nettes des retraits de la sécurité sociale se sont renversées de façon marquée après la hausse des taux de cotisation vers la fin des années 1990. Les cotisations ont dépassé les retraits par près de 10 milliards de dollars au cours des dernières années ⁴ .

Si l'on considère tous les comptes de retraite combinés, la rentrée annuelle des cotisations a crû, étant passée de 36 milliards de dollars en 1990 à 133 milliards en 2007. Ce sont les cotisations annuelles dans les régimes de retraite parrainés par les employeurs et la sécurité sociale qui ont augmenté le plus entre 1990 et 2007. Cependant, les retraits (excluant les versements de la Sécurité de la vieillesse) ont crû à un rythme très proche de celui des cotisations, ayant grimpé de 33 milliards de dollars par année en 1990 à 120 milliards de dollars en 2007, et augmentant le plus dans les régimes parrainés par les employeurs. De même, le rendement sur tous les investissements de retraite s'est accru chaque année jusqu'en 2008, soit en moyenne de 57,7 milliards de dollars par an, malgré les fluctuations du rendement de certains actifs financiers (comme la baisse des taux d'intérêts dans les années 1990 alors que l'inflation s'atténuait). Les revenus d'investissements annuels ont augmenté le plus dans les régimes parrainés par les employeurs, tandis qu'ils ont diminué pour ce qui est de la sécurité sociale (de 5,6 milliards de dollars en 1990 à 5,4 milliards de dollars en 2007, surtout en raison des baisses survenues dans les années 1990). Les réévaluations ont constitué la composante la plus instable de la croissance des actifs de 1990 à 2007; ils ont progressé de 29 milliards de dollars par année en moyenne, avant la chute marquée survenue durant la tourmente financière de l'année dernière.

Bien que la sécurité sociale représente la plus petite part du système de retraite du Canada (140 milliards de dollars en actifs en 2008), c'est elle qui touche le plus de personnes. À la fin de 2006, 12,3 millions de personnes ont versé des cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec, 6,3 millions de personnes ont contribué à un régime enregistré d'épargne-retraite et 5,7 millions de personnes participaient à un régime de retraite enregistré à leur travail ⁵ . Les actifs détenus dans les régimes de retraite offerts par les employeurs et les REE individuels ont augmenté de façon marquée au cours des deux dernières décennies, s'étant situés à 1,1 billion de dollars et à 0,6 billion de dollars respectivement en 2008, surtout en raison de cotisations plus élevées et des réévaluations (figure [3.2](#)) ⁶ . À la fin de 2008, la sécurité sociale représentait 7,6 % du total des actifs de retraite, les régimes parrainés par les employeurs, 58,0 % et les régimes d'épargnes individuels, 34,4 %.

La sécurité sociale

Les programmes de sécurité sociale sont offerts par le gouvernement afin de permettre aux retraités d'avoir un niveau de sécurité de base. Deux principaux programmes se démarquent parmi eux : les régimes de

retraite du Canada et du Québec, qui protègent tous les travailleurs, et le Programme de la sécurité de la vieillesse, qui protège tous les Canadiens. Cependant, leur financement est passablement différent.

Le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime des rentes du Québec (RRQ) sont des régimes de retraite parrainés par les gouvernements et qui sont liés au fait d'avoir un emploi. Ces deux régimes représentent la plus importante composante de la sécurité sociale au Canada, les Canadiens ayant reçu 35,7 milliards de dollars en versements (contre 32,2 milliards pour la Sécurité de la vieillesse en 2007). Les employeurs et les employés contribuent de façon égale à ces régimes, soit un total de 43,5 milliards de dollars en 2007. Le RPC et le RRQ se définissent comme des régimes à prestations déterminées par nature; toutefois, les employeurs ne portent pas la responsabilité des risques liés à la disponibilité des fonds quand vient le temps d'effectuer des retraits dans le cadre de ces régimes. Ces régimes mis en place par les gouvernements ont été conçus pour offrir aux travailleurs et à leurs familles des revenus de retraite limités (de même qu'une certaine protection en matière d'incapacité et de décès). Il convient de noter que les actifs détenus dans ces régimes sont intégrés dans le secteur des administrations publiques des Comptes nationaux canadiens, et les retraits y représentent des revenus transférés aux personnes.

Le Programme de la sécurité de la vieillesse ⁷ est la seconde composante des programmes de sécurité sociale au Canada. Ce sont des paiements de transfert effectués à partir des revenus du gouvernement.

La taille des actifs de retraite liés à la sécurité sociale a rétréci comparativement aux actifs détenus dans les régimes de retraite offerts par les employeurs et les régimes individuels (figure 3.2), ce qui reflète la croissance rapide des régimes d'employeurs et des régimes individuels. Mais en termes absolus, il y a eu une forte augmentation des actifs de retraite liés à la sécurité sociale au cours de la dernière décennie après une absence presque complète de croissance dans les années 1990 (figure 3.3). Cela a été attribuable à une forte remontée des taux de cotisation au RPC et au RRQ qui a débuté en 1997, pour parer à une pénurie imminente dans ce qui avaient été jusque là des programmes par répartition (« par répartition » signifie que les avantages offerts aux retraités sont largement financés par les cotisations des cohortes plus jeunes). De même, le RPC n'était plus obligé de limiter ses investissements aux obligations gouvernementales, ce qui a eu pour effet de faire augmenter leur taux de rendement moyen au cours de la dernière décennie ⁸.

La restructuration qu'ont subie les régimes de retraite du Canada et du Québec, et qui s'est amorcée en 1997, a renversé la baisse à long terme de leurs actifs et de leurs revenus d'investissement ⁹. De 1991 à 1999, les revenus d'investissement générés par ces régimes de retraite ont chuté de 19 %, ce qui traduit tant un effritement de leur base d'actifs alors que les retraits dépassaient les cotisations, qu'un faible taux de rendement sur les obligations (reflétant en partie une prime de risque à l'inflation plus faible dans les taux d'intérêt; ainsi, le rendement des obligations à long terme du Canada a reculé, étant passé de 10,9 % en 1990 à 6 % à la fin des années 1990).

En 2001, les cotisations au RPC et au RRQ ont dépassé les retraits, ce qui reflète la mise en place de taux de cotisation plus élevés (figure 3.4). Les revenus d'investissement ont également augmenté de façon constante après 2001. Puisque les taux de cotisation ont doublé et que les revenus d'investissements ont crû, les actifs totaux de la sécurité sociale ont presque triplé au cours de la dernière décennie, étant passés de 55 milliards de dollars en 1990 à 140 milliards de dollars en 2008. Selon l'actuaire en chef du Canada ¹⁰, cette hausse des actifs détenus par le RPC a permis à ce dernier de se retrouver en terrain plus sécuritaire : avec son taux de cotisation actuel, il tiendra le cap pendant les 75 prochaines années.

Le RPC et le RRQ ont eu des profils différents en ce qui a trait aux actifs et aux revenus d'investissement au fil du temps. De 1990 à 2001, les revenus d'investissement ont diminué de 25 % pour le RPC et de 35 % pour le RRQ. Les revenus du RPC ont alors crû de 23 % jusqu'en 2007. Les revenus du RRQ ont grimpé de 72 % entre 2001 et 2007. Avant 1999, le RPC n'avait aucune réévaluation de ses actifs, ce qui reflétait l'obligation qu'il avait d'investir seulement dans les obligations du gouvernement. Depuis 2000, le RPC en est venu à ressembler davantage au RRQ, qui a toujours investi dans d'autres types d'actifs. Mais, la valeur

des actifs d'investissement du RPC varie moins, la preuve en est qu'ils ont diminué de 7,6 % en 2008 comparativement à une diminution de 20,8 % pour le RRQ.

Malgré les changements largement publicisés apportés à la sécurité sociale au cours de la dernière décennie, il est remarquable que la croissance la plus forte et la plus rapide des parts d'actifs de retraite (dans les années 1990 comme après 2000) était le fait des régimes de retraite parrainés par les employeurs et les régimes de retraite individuels.

Les fonds de retraite parrainés par les employeurs

Les actifs des fonds de retraite parrainés par les employeurs ont totalisé 1,1 billion de dollars en 2008, soit la part la plus grande du système de retraite du Canada et d'une valeur sept fois plus élevée que la somme des actifs des régimes de la sécurité sociale. Les régimes parrainés par les employeurs sont mis en place soit par les employeurs, soit par les syndicats, afin d'offrir aux employés un revenu de retraite. Ces régimes sont enregistrés auprès des ministères gouvernementaux responsables des impôts et des organismes de réglementation. Toutes les cotisations faites par les employés sont des revenus déductibles d'impôt. Un impôt est versé seulement lorsque les prestations de retraite sont touchées.

En 2008, 5,9 millions de Canadiens étaient membres de plus de 19 000 régimes de retraite enregistrés [11](#) . Leurs actifs sont dominés (77 %) par les régimes de retraite en fiducie, tant publics que privés. L'adhésion était légèrement plus élevée dans le secteur privé que dans le secteur public, bien que les actifs dans les régimes du secteur public étaient deux fois plus élevés que dans le secteur privé [12](#) . Les régimes de retraite peuvent également être administrés par le truchement de contrats de compagnies d'assurances, qui fonctionnent pratiquement de la même manière que les régimes de retraite en fiducie (les petites compagnies achètent souvent ces contrats pour effectuer leurs versements de prestations dans le cadre de leur régime de retraite en fiducie, laissant l'aspect administratif aux compagnies d'assurances). Les comptes de revenu consolidé des administrations [13](#) (qui comprennent les engagements des administrations envers leurs employés) et les programmes de bénéfices partagés reportés constituent d'autres composantes des régimes parrainés par les employeurs (tableau [3.2](#)). L'analyse qui suit porte surtout sur les fonds de retraite en fiducie.

Le secteur public a connu la croissance la plus rapide pour ce qui est de la catégorie des régimes de retraite en fiducie. En 1990, les régimes du secteur public possédaient des actifs d'une valeur de 111,1 milliards de dollars, par rapport à 88,3 milliards de dollars dans le secteur privé. En 2008, les actifs du secteur public étaient cinq fois plus élevés et ont atteint 555,7 milliards de dollars, soit plus du double de la somme de 248,7 milliards de dollars des régimes en fiducie du secteur privé.

Il existe un bon nombre de raisons qui expliquent pourquoi les régimes de retraite du secteur public ont connu une croissance plus rapide que les régimes du secteur privé. Les cotisations dans le secteur public se sont chiffrées à 203,7 milliards de dollars de 1990 à 2007, soit 68 milliards de dollars (ou 49 %) de plus que dans le secteur privé. Une partie de cette croissance rapide traduit la création des fonds destinés à financer les retraites des fonctionnaires, ce qui a réduit le passif non capitalisé du gouvernement. En revanche, la privatisation de sociétés de la couronne a relocalisé des actifs de retraite du secteur public au secteur privé. Parallèlement, les retraits des régimes du secteur public ont été de seulement 37,2 milliards de dollars plus élevés de plus que dans les régimes privés, ce qui a fait que les cotisations nettes aux régimes publics ont été de 31 milliards de dollars plus élevées que dans le secteur privé de 1990 à 2007. Aussi, les investissements dans les fonds du secteur public ont rapporté 261,2 milliards de dollars en revenu de 1990 à 2007, soit près du double du montant de 134,9 milliards de dollars atteint dans le secteur privé (ce qui reflète en partie que les actifs dans le secteur public étaient près de deux fois plus élevés). Finalement, les réévaluations dans le secteur public sont venues ajouter 277 milliards de dollars, un montant plus de deux fois plus élevé que celui de 125 milliards de dollars du secteur privé.

Une caractéristique digne de mention des régimes de retraite en fiducie est que les retraits y dépassaient souvent les cotisations, pour les régimes du secteur public comme pour ceux du secteur privé. Les cotisations aux régimes de retraite du secteur public ont diminué de façon constante entre 1993 et 2000, de concert avec des taux d'emploi plus bas dans les gouvernements. De plus, les cotisations ont baissé à cause des congés de cotisations accordés quand les fonds ont atteint des niveaux supérieurs à ceux qui étaient considérés comme suffisants pour répondre aux obligations anticipées, soit durant la période de forte progression des marchés boursiers à la fin des années 1990. Les cotisations ont presque triplé entre 2002 et 2007, en partie parce que plus de travailleurs et de gouvernements ont renfloué des fonds sous-financés. La croissance des retraits des fonds de retraite du secteur public a ralenti légèrement après

les années 1990, en partie parce que les primes accordées pour les retraites anticipées offertes pendant le processus de réduction de la taille du gouvernement ont cessé de l'être. Depuis 2005, les cotisations ont dépassé les retraits (figure [3.5](#)).

La croissance des actifs des régimes de retraite en fiducie du secteur privé a ralenti de façon marquée au cours de la dernière décennie. Après avoir plus que doublé, pour passer de 88,3 milliards de dollars d'actifs en 1990 à 196,8 milliards de dollars d'actifs en 1999, la croissance a ralenti pour se situer à 26 % au cours de la période se terminant en 2008, lorsque les actifs totalisaient 248,7 milliards de dollars.

Le ralentissement de la croissance des actifs dans les régimes de retraite du secteur privé au cours de la dernière décennie reflète les répercussions négatives des réévaluations sur les actifs des régimes de retraite privés depuis 1999 (les réévaluations incluent les gains et les pertes en capital [14](#)). Dans les années 1990, ces réévaluations ont ajouté une moyenne de 5,5 % par année à ces actifs (ce qui équivaut à la croissance dans les régimes du secteur public). Dans les années 2000, la croissance a ralenti pour s'établir à une moyenne de 2,2 % par année avant même la chute des marchés boursiers en 2008 (tandis que dans le secteur public, la croissance s'est située à 3,8 % de 2000 à 2007). Les réévaluations durant le krach du marché boursier en 2001 et 2002 ont éliminé 26,5 milliards de dollars des actifs de retraite du secteur privé. C'est alors que l'écart entre les actifs du secteur public et ceux du secteur privé a commencé de s'accroître rapidement, doublant pour atteindre son niveau actuel de 124 %. De même, les réévaluations dans les fonds du secteur privé ont chuté de 6 milliards de dollars en 2007, alors même que les régimes du secteur public et les régimes d'épargne enregistrés individuels (REE) ont affiché une croissance soutenue. Une baisse des réévaluations attribuable aux pertes du marché financier en 2008 signifiera une croissance plus lente dans l'avenir, ce qui sera révélé lorsque les données seront disponibles (figure [3.6](#)).

Les fonds de retraite du secteur privé dépendent davantage des réévaluations pour maintenir la croissance des actifs que la plupart des autres types de fonds de retraite. Cette composante présente également la plus grande variabilité de la valeur de leurs actifs (l'écart-type des réévaluations en tant que pourcentage des actifs était le plus élevé de tous les différents types de fonds de retraite).

Les autres flux n'ont pas contribué au ralentissement des actifs de retraite privés dans les années 2000. Les retraits étaient stables à une moyenne annuelle de 9 % dans les années 1990 et 10 % jusqu'à maintenant dans les années 2000 (malgré un pic enregistré après 2006, lequel a coïncidé au bond du nombre d'individus ayant atteint l'âge de 60 ans, l'âge moyen de la retraite) [15](#) . Et tant les revenus d'investissement que les cotisations ont accéléré après 1999.

Les cotisations ont crû de façon marquée dans les dernières années alors que les retraites privées s'efforçaient de demeurer pleinement capitalisés (figure [3.7](#)). Les cotisations ont augmenté de 5 à 6 milliards de dollars par année au cours de la plupart des années 1990 pour atteindre 11 milliards de dollars en 2003, en partie pour compenser la chute du marché boursier survenue en 2001 et 2002, qui a fait que près de 26,5 milliards de dollars d'actifs ont été retranchés des régimes de retraite privés. Depuis 2003, les cotisations ont augmenté de façon constante, pour se chiffrer à 15 milliards de dollars en 2006 et 2007. Malgré la hausse récente des cotisations dans les régimes privés, elles sont demeurées inférieures aux retraits (14,1 milliards de dollars comparativement à 19,0 milliards de dollars en 2007).

Les entreprises s'éloignent de plus en plus des régimes de retraite traditionnels. Un changement parmi d'autres est celui du passage des prestations déterminées aux cotisations déterminées. Un régime de prestations déterminées prescrit un niveau de prestations de retraite devant être versées à partir des cotisations au fonds. Les grands régimes de prestations déterminées relèvent de la législation qui exige que les fonds soient gérés par un fiduciaire indépendant et que les évaluations actuarielles soient faites régulièrement. Si la retraite est parrainée par l'employeur, les excédents actuariels sont généralement limités par la suspension des cotisations pour l'employeur, alors que les déficits sont comblés par des

cotisations plus élevées faites sous la forme de paiements forfaitaires au régime. Les cotisations dans un régime de cotisations déterminées sont versées dans un compte individuel pour chaque membre et sont donc ainsi investies; les bénéfices sont payés en fonction de la performance du fonds d'investissement. Les régimes enregistrés d'épargne-retraite de groupe représentent un type de régime de cotisations déterminées, et il est inclus dans le CSP en tant que régime d'épargne-retraite individuel (REE). Un groupe de régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) est simplement un regroupement de comptes individuels constitué par un employeur qui laisse les travailleurs décider s'ils veulent, oui ou non, participer à un régime et, dans l'affirmative, à combien doivent s'élever les cotisations. Ainsi, une partie de la croissance récente des régimes d'épargne enregistrés individuels représente en fait un déplacement des régimes de cotisations déterminées, autrefois alloués aux régimes d'employeurs, vers les REER de groupe alloués aux régimes individuels.

Les régimes de prestations déterminées détiennent une part considérablement plus grande des actifs des régimes canadiens parrainés par les employeurs que leur part d'employés qui sont membres de tous les régimes de retraite du Canada, en partie parce que les régimes de prestations déterminées ont dominé pendant des années et qu'ils ont eu ainsi plus de temps pour accumuler des actifs que les régimes à cotisations déterminées. À l'opposé, les régimes de cotisations déterminées détiennent une plus petite part des actifs des régimes canadiens parrainés par les employeurs que leur part des employés qui sont membres des régimes de retraite du Canada.

Les régimes enregistrés d'épargne individuels

Les cotisations aux régimes d'épargne enregistrés individuels (REE) se font sur une base volontaire et sont exemptes d'impôts jusqu'au moment du retrait. Les actifs dans ces régimes (particulièrement les régimes enregistrés d'épargne-retraite) ont crû de façon considérable à partir de 1991, lorsque l'augmentation du plafond des cotisations les a fait doubler entre 1990 et 1995. Les cotisations ont affiché une hausse dans les années 2000, mais moins rapide que celle des retraits, une situation à l'inverse de celle des années 1990. La plus grande part de la hausse des actifs dans les régimes d'épargne enregistrés individuels au cours de cette présente décennie était attribuable à la réévaluation des actifs, particulièrement pendant le boom qu'a connu le marché boursier de 2003 à 2007, qui a ajouté plus de 50 milliards de dollars par année à ces actifs de retraite. Les revenus d'investissement ont également augmenté de 72 % après 1999.

En prévision de leur retraite qui s'approche à grands pas, les Canadiens ont augmenté leurs cotisations individuelles, celles-ci étant passées de 27 milliards de dollars en 2002 à 34 milliards de dollars en 2007. Cependant, les cotisations à des régimes d'épargne enregistrés individuels n'ont pas accéléré autant au cours de la dernière décennie que la sécurité sociale ou que les régimes de retraite parrainés par les employeurs. Les cotisations à des régimes d'épargne enregistrés individuels ont crû de 20 % de 1999 à 2007, tandis qu'elles ont plus que doublé pour la sécurité sociale et les régimes parrainés par les employeurs. Cette croissance plus lente s'est produite malgré une forte augmentation des cotisations admissibles après 2002 (bien qu'une cotisation inutilisée à un REER puisse être reportée indéfiniment, ce qui réduit l'urgence de contribuer).

L'augmentation du plafond des cotisations (et la levée des restrictions concernant les investissements étrangers en 2005) n'a pas provoqué la même montée en flèche des cotisations que celle notée après 1991. Les cotisations ont doublé au cours des années 1990, mais la croissance a ralenti à 20 % depuis. En pourcentage du revenu disponible, les cotisations aux régimes enregistrés de retraite individuels ont crû, étant passées de 2,5 % en 1990 à 5,1 % en 1996; puis, elles ont légèrement baissé à 3,8 % en 2007. Le ralentissement est survenu malgré le vieillissement de la population au cours des deux dernières décennies. Les gains marqués attribuables aux réévaluations survenues durant la hausse des marchés boursiers entre 2003 et 2007 pourraient traduire en partie le peu de réaction des cotisations. L'examen combiné des cotisations nettes et des réévaluations révèle une accélération entre les années 1990 et les années 2000, ce qui suggère que les ménages n'ont pas ressenti le besoin de contribuer à des régimes qui s'accroissaient rapidement à cause des gains de capital.

Les cotisations à des régimes d'épargne enregistrés individuels ont dépassé de façon constante les retraits (figure 3.8). Toutefois, l'écart entre les deux s'est rétréci, les retraits ayant augmenté de 80 % depuis 1999 comparativement à une hausse de 20 % pour les cotisations. La croissance rapide des actifs de 2002 à 2007 a plutôt été soutenue par d'importants gains en capital, qui se sont établis en moyenne à 52,6 milliards de dollars par année durant les quatre ans qui ont précédé les revers des marchés en 2008 (les répercussions exactes sur les valeurs des actifs des régimes enregistrés d'épargne-retraite ne seront pas connues avant la mise à jour de l'année prochaine).

Depuis 1999, les actifs de retraite dans les régimes d'épargne enregistrés individuels ont crû plus rapidement que les régimes de retraite du secteur privé (6,5 % comparativement à 3,4 % par année en 2008). La croissance plus rapide des investissements dans les régimes d'épargne-retraite individuels comparativement aux régimes de retraite en fiducie du secteur privé après 2000 peut également être le reflet de la réaction des Canadiens au ralentissement qu'ont connu les actifs détenus dans les fonds de retraite parrainés par les employeurs (comme cela a déjà été noté, la croissance des régimes enregistrés d'épargne-retraite de groupe vient appuyer cette conclusion). Cela va dans le sens d'une étude qui a trouvé que les retraités qui ne bénéficient pas d'un régime de retraite enregistré semblent en moyenne trouver habituellement des solutions de rechange pour obtenir le même niveau de revenu, ce qui peut inclure le fait de travailler à un âge plus avancé et ainsi générer davantage de revenus locatifs, de revenus d'intérêt et de revenus de dividende [16](#) .

Où les régimes de retraite en fiducie investissent-ils?

Les régimes de retraite en fiducie (tant publics que privés) se sont tournés vers les investissements étrangers après que les restrictions ont été levées en 2002. Au cours des cinq années qui ont précédé 2002, les investissements étrangers détenus par les régimes de retraite en fiducie ont augmenté de 51 % (figure [3.9](#)). Au cours des cinq années suivantes, ils ont crû de 93 %. La hausse a été atténuée par l'appréciation du taux de change du Canada, qui a affaibli la valeur en dollars canadiens des investissements étrangers. Ces investissements ont diminué de 19 % en valeur en 2008.

À l'intérieur du pays, les actifs des régimes de retraite en fiducie se sont détournés des obligations pour se tourner vers les actions. De 1997 à 2002, les actifs de retraite détenus dans les actions ont affiché une hausse de 6 % (incluant les baisses survenues en 2001 et 2002), alors que les obligations ont crû de 12 %. Au cours des cinq années suivantes, les actions ont augmenté de 51 % et les obligations, de 31 %. Les actifs de retraite détenus dans les actions ont chuté de 39 % en 2008, reflétant aussi bien les prix plus faibles qu'une nouvelle répartition des actions vers d'autres actifs, tandis que les obligations n'ont fléchi que de 1,6 %.

Les répercussions des actifs de retraite sur les bilans et les épargnes

Les changements importants qu'ont connus les actifs de retraite détenus par les ménages depuis 1990 ont entraîné plusieurs changements notables dans les bilans des ménages. Avant 1990, les ménages se contentaient d'investir surtout dans les dépôts et les obligations traditionnels. Depuis, leur attention s'est tournée vers les fonds de retraite et d'actions (figure [3.10](#)). En fait, la croissance de ces actifs a également devancé les actifs immobiliers depuis 1990 (bien que le niveau des actifs dans l'immobilier demeure légèrement plus élevé que celui des actifs de retraite des ménages). La part que représentent les fonds de retraite des ménages dans le total des actifs financiers a affiché une hausse, étant passée de 25 % en 1980 à 33 % en 1990 et à 36 % en 2007. L'augmentation a été principalement attribuable aux régimes de retraite en fiducie (tant publics que privés) et aux régimes d'épargne enregistrés individuels.

Surtout grâce aux actifs de retraite, le total des actifs financiers des ménages a plus que triplé pour passer de 1,2 billion de dollars en 1990 à juste un peu plus de 4,0 billions de dollars en 2007. Les avoirs des ménages en actifs financiers sont demeurés légèrement plus élevés que les investissements dans les actifs non financiers, particulièrement le logement. Alors que le marché du logement a connu une remontée rapide au cours des dernières années, cette remontée a suivi plusieurs années de conditions plus difficiles au milieu des années 1990. Dans l'ensemble, les ménages possédaient 6,9 billions de dollars en actifs totaux (financiers et non financiers) à la fin de 2008, le logement représentant 39,4% et les actifs de retraite, 24,5 % (sans la sécurité sociale).

L'augmentation des retraits des régimes de retraite pourrait avoir contribué à expliquer la tendance à la baisse du taux d'épargne personnelle au cours des dernières années. Déjà, les épargnes personnelles, en excluant les régimes d'épargne-retraite, ont été négatives au cours des deux dernières décennies, ayant diminué de façon constante jusqu'à atteindre une baisse de près de 200 milliards de dollars en 2006 et 2007 (figure [3.11](#)). Des épargnes négatives laisseraient supposer que les ménages augmentent leurs passifs (comme la dette hypothécaire) à un rythme plus rapide que leurs actifs. Depuis 2000, les ménages canadiens ont augmenté leurs passifs financiers plus vite que leurs actifs, ce qui suggère qu'une partie de cette dette accrue ou qu'une plus faible accumulation d'actifs financiers ont été utilisés pour financer les dépenses.

Le passage qui s'est effectué dans la composition de la richesse des ménages vers l'immobilier et les actifs de retraite a été stimulé par le fait que plusieurs de ces investissements sont à impôt différé ou sont exonérés d'impôt. La résidence principale des ménages est exonérée d'impôt lorsqu'elle est vendue, ce qui veut dire que la plupart des maisons (la plus grande partie des actifs des ménages) sont à l'abri de l'impôt. Parallèlement, depuis le début des années 1990, l'épargne des régimes de retraite représentait plus que l'ensemble des épargnes personnelles, et la plupart ne paient pas d'impôt jusqu'au moment du retrait. Ce déplacement de l'épargne vers l'argent détenu dans les régimes de retraite peut refléter une réponse rationnelle aux incitations fiscales. Il reflète également le vieillissement constant de la population : puisque la consommation des retraités est comptabilisée dans les dépenses personnelles, mais qu'elle est financée en encaissant des actifs de retraite plutôt que grâce au revenu, le vieillissement de la population mène inévitablement à un taux plus faible, voire négatif, de l'épargne. L'impôt sur le revenu augmentera également davantage que ne le ferait faire le revenu personnel, puisque les retraits d'actifs de retraite à l'abri de l'impôt augmentent.

Conclusion

Il y a eu plusieurs changements notables depuis 1990 dans la structure des actifs de retraite au Canada. Les actifs ont pratiquement quadruplé, principalement en raison de la hausse des revenus d'investissement. Les cotisations ont augmenté de façon constante entre 1990 et 2007, mais ont à peine suivi l'augmentation des retraits, alors que la population vieillissait rapidement. Les réévaluations ont expliqué environ le tiers de la croissance globale des actifs jusqu'en 2007.

La sécurité sociale a affiché la croissance la plus rapide après sa réforme à la fin des années 1990, même si elle reste la plus petite partie du total des actifs de retraite. Les régimes de retraite en fiducie étaient encore le plus grand segment des pensions, soutenue par la croissance rapide du secteur public. Les régimes de retraite du secteur privé ont affiché la plus faible croissance des actifs depuis 1999, malgré une augmentation des cotisations, alors que les retraits se sont maintenus au même rythme que les cotisations et que les gains provenant des réévaluations ont ralenti. Les régimes d'épargne enregistrés individuels n'ont pas pu compenser cette croissance ralentie dans le secteur privé, même avant la prise en compte des pertes importantes dues à la tourmente financière mondiale de 2008, puisque les cotisations à ces régimes ont ralenti par rapport aux progressions rapides des années 1990.

Les ménages semblent avoir une vision à grande échelle de leur système de retraite. Lorsque les cotisations augmentent fortement dans un domaine, tels que le RPC et le RRQ à la fin des années 1990, elles ont tendance à ralentir ailleurs. Et lorsque les actifs de retraite croissent rapidement en raison de gains en capital, les cotisations ont tendance à ralentir. Ces changements dans les portefeuilles des flux et des actifs de pension sont brièvement rapportés dans le Compte satellite des pensions.



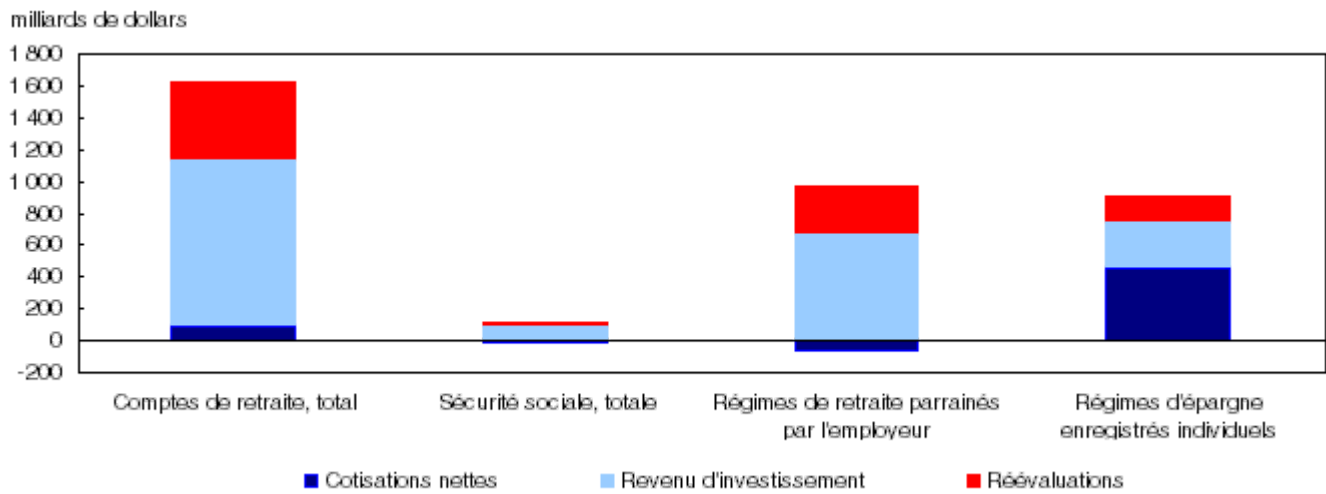
Notes

1. Analyste économique en chef (613-951-9162)
2. Un compte satellite est rattaché aux comptes nationaux principaux afin de révéler les transactions effectuées dans un segment spécifique de l'économie. D'autres comptes satellites au Canada ont été créés pour le tourisme et les institutions à but non lucratif.
3. La réévaluation de la valeur des actifs de retraite reflète les gains et les pertes en capital occasionnés par les fluctuations des prix des actifs financiers de même que par les répercussions du taux de change sur la valeur des actifs détenus à l'extérieur du Canada.
4. Les retraits de la sécurité sociale ne représentent pas les paiements de la Sécurité de la vieillesse dans cette étude, qui ne sont pas des actifs de retraite capitalisés.
5. En 2007, le nombre d'adhésions à des régimes de pension agréés a augmenté pour se situer à 5,9 millions, selon le communiqué Régimes de pension au Canada (Le Quotidien, 8 juin 2009).
6. Le Canada avait une proportion relativement élevée d'actifs de retraite investis dans les actions comparativement aux obligations, et a ainsi été davantage touché par la chute des prix du marché boursier en 2008 que la plupart des autres pays. Voir p. 2 de « Pensions and the crisis », OCDE, 2009.
7. La Loi sur la sécurité de la vieillesse couvre quatre programmes distincts, les plus importants étant la Pension de la sécurité de la vieillesse (instaurée en 1952, elle paye une prestation à taux uniforme sujette à recouvrement) et le Supplément de revenu garanti (ajouté en 1967 pour augmenter les revenus des personnes âgées).
8. Le Régime de pensions du Canada ne pouvait acheter que des obligations du gouvernement provincial jusqu'à la création de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada en 1997. La Caisse de dépôt et de placement du Québec a toujours eu moins de restrictions pour ce qui est du Régime de retraite du Québec. Voir Bruce Little, *Fixing the Future*, U of T Press, 2009, for a complete discussion of the overhaul.
9. Les revenus d'investissement du Régime de pensions du Canada ont été stables, s'étant chiffrés à 4,4 milliards de dollars de 1990 à 1995. Cette stabilité s'explique par le fait que ce régime a été obligé d'acheter des obligations gouvernementales provinciales non rachetables d'un terme de 20 ans (en proportion des cotisations provinciales au Régime de pensions du Canada). Comme les retraits ont dépassé les cotisations au début des années 1990, les actifs ont diminué, et il n'y a pas eu de nouveaux achats d'obligations, ce qui a eu pour conséquence que le taux de rendement est demeuré constant malgré la baisse du taux des obligations durant cette période.
10. Ceci se base sur des études de l'actuaire en chef du Canada, 23^e Rapport actuariel du Régime de pensions du Canada au 31 décembre 2006, publié par le Bureau du surintendant des institutions financières.
11. Régimes de pension au Canada (Le Quotidien, 8 juin 2009).
12. P.21, Le patrimoine des Canadiens : un aperçu des résultats de l'Enquête sur la sécurité financière, numéro au catalogue [13F0026MIF](#).
13. Les comptes de revenu consolidé gouvernementaux sont les passifs de retraite non capitalisés des gouvernements. Ces actifs ont peu changé au fil des ans, puisque les périodes de hausse au cours desquelles les actifs étaient acquis en vue de capitaliser un passif de retraite particulier étaient suivies d'une baisse lorsque ces retraites étaient pleinement capitalisées (et transférées vers les fonds de retraite publics parrainés par les employeurs, ce qui explique pourquoi ces dernières ont affichés des gains soudains pendant plusieurs années en raison des contributions, comme en 2004 et en 2007).

14. Les réévaluations incluent également les frais administratifs. Les données de 2008 révèlent que les frais de gestion des régimes privés équivalaient à 0,118 % des actifs, comparativement à 0,075 % pour les régimes publics. (Renseignements tirés du tableau 280 de la publication Estimations trimestrielles relatives aux caisses de retraite en fiducie, numéro [74-001-XIB](#) au catalogue de Statistique Canada.)
15. Aussi récemment qu'en 1997, la population âgée de 60 à 64 ans diminuait. Depuis, la croissance s'est accélérée passant de 2,2 % au cours des deux ans se terminant en 1999 à 12,0 % en 2006 et 2007.
16. Plus particulièrement, G. Schellenberg et Y. Ostrovsky ont trouvé que « les adhérents aux régimes de retraite agréés recevaient davantage des retraites et des pensions de retraite que ceux qui n'étaient pas membres, mais moins des intérêts, des investissements, des dividendes et des gains. » P. 9 de « Protection en matière de retraite, conditions de retraite et taux de remplacement parmi la cohorte des Canadiens âgés », Études analytiques de Statistique Canada, à paraître.

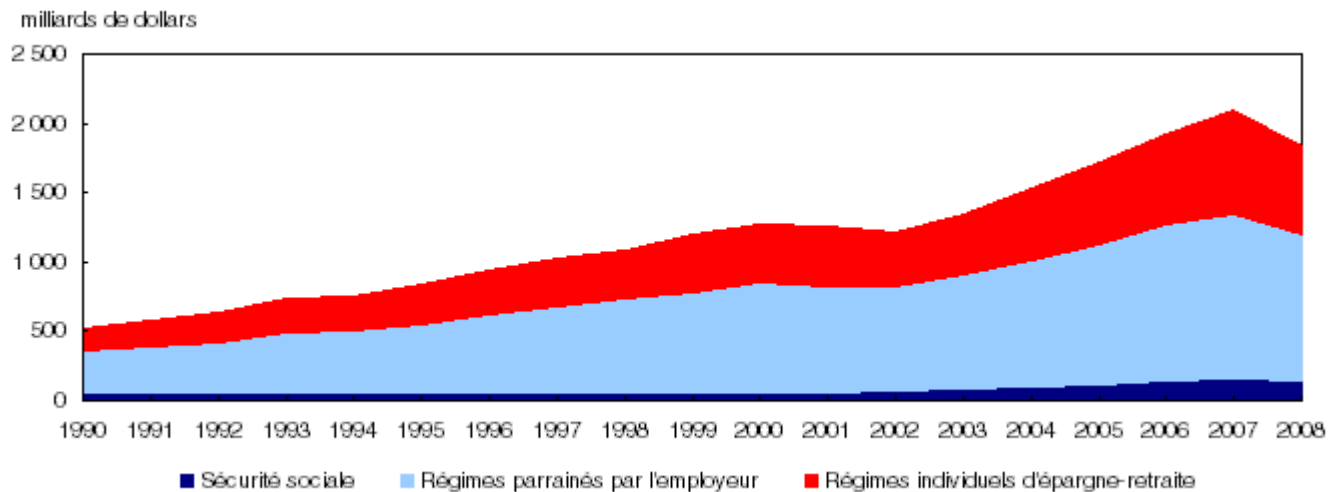


Graphique 3.1 Actifs des comptes de retraite, variation cumulative de 1990 à 2007



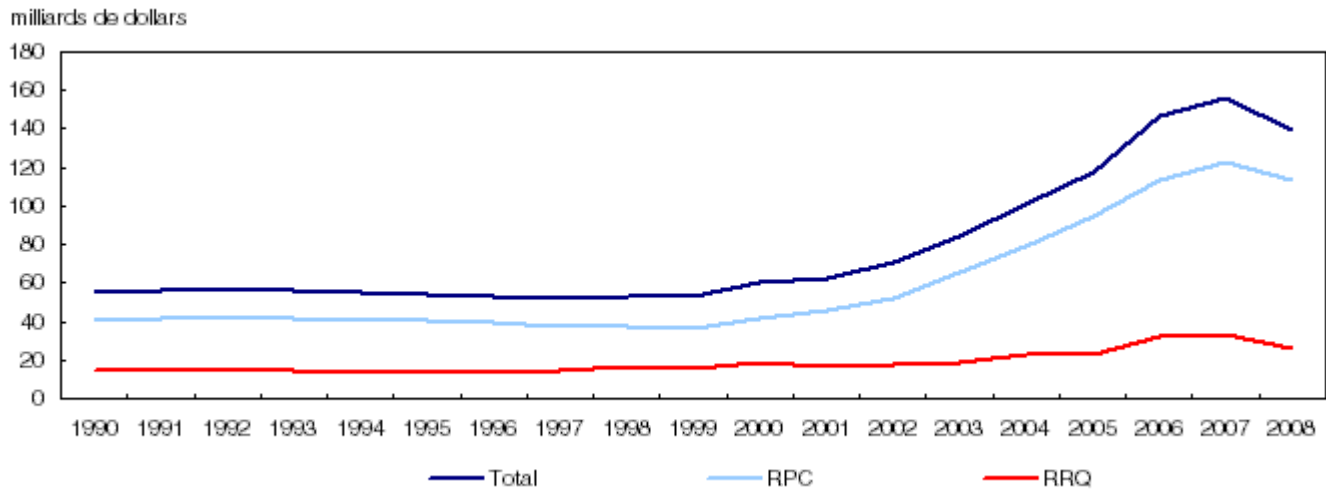


Graphique 3.2 Actifs du système de retraite du Canada





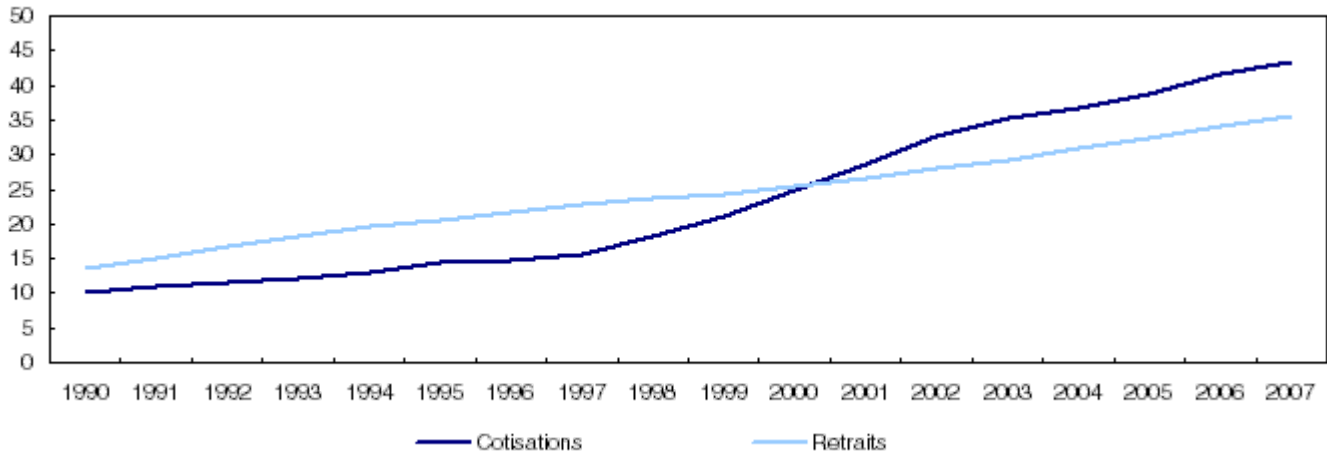
Graphique 3.3 Actifs dans les fonds de retraite de la sécurité sociale





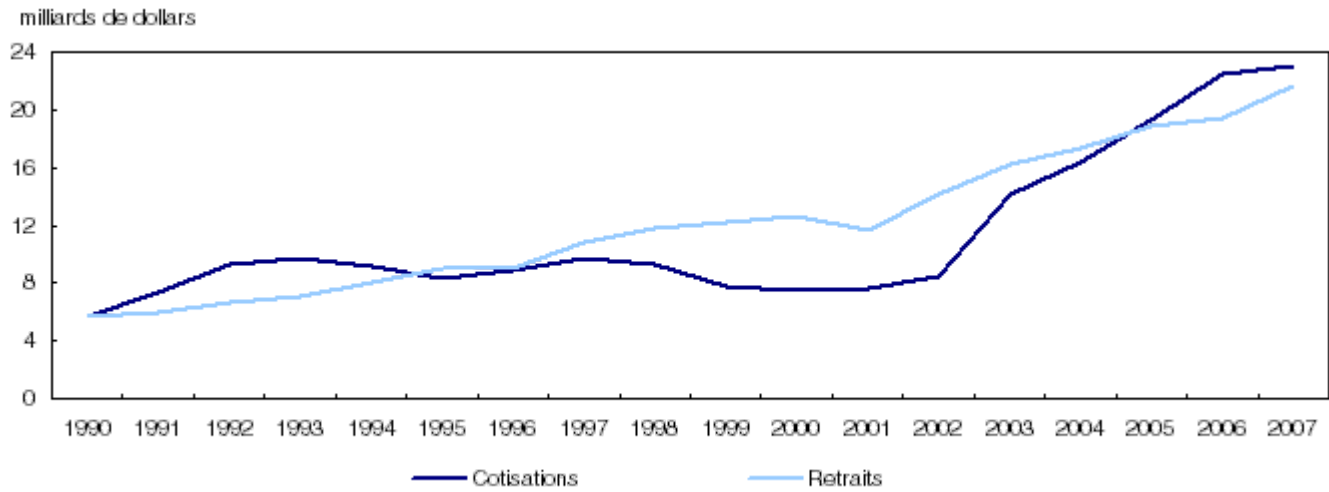
Graphique 3.4 Sécurité sociale

milliards de dollars



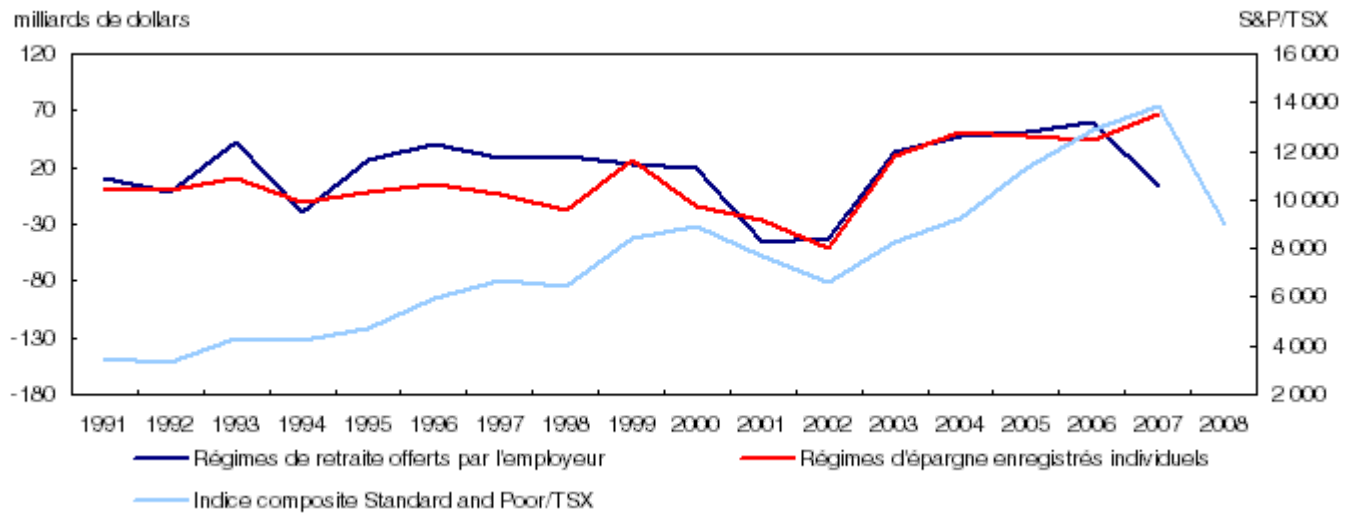


Graphique 3.5 Régimes publics de retraite en fiducie



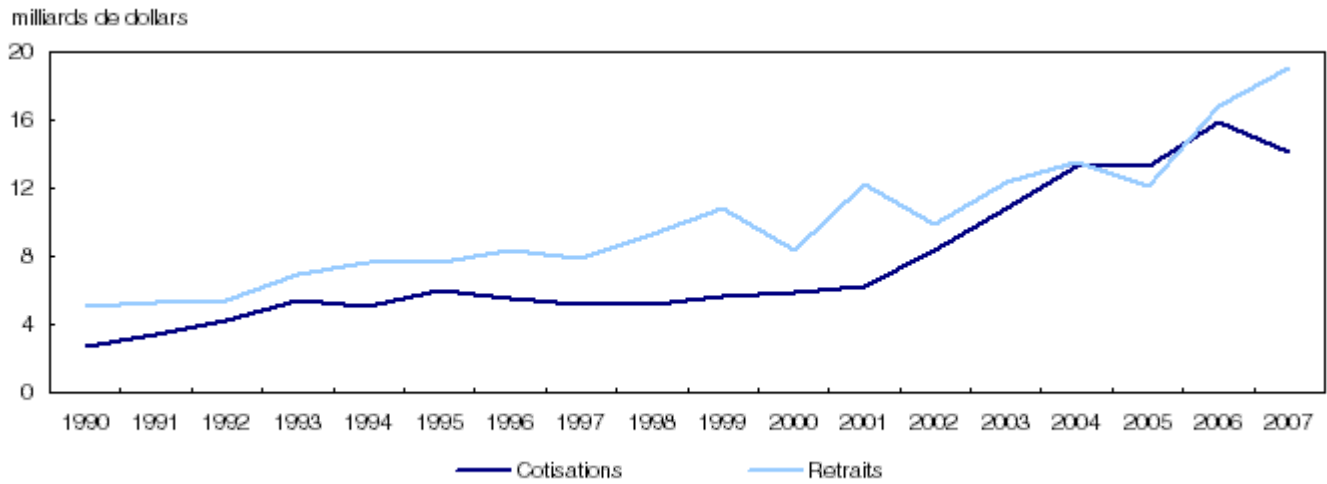


Graphique 3.6 Réévaluations



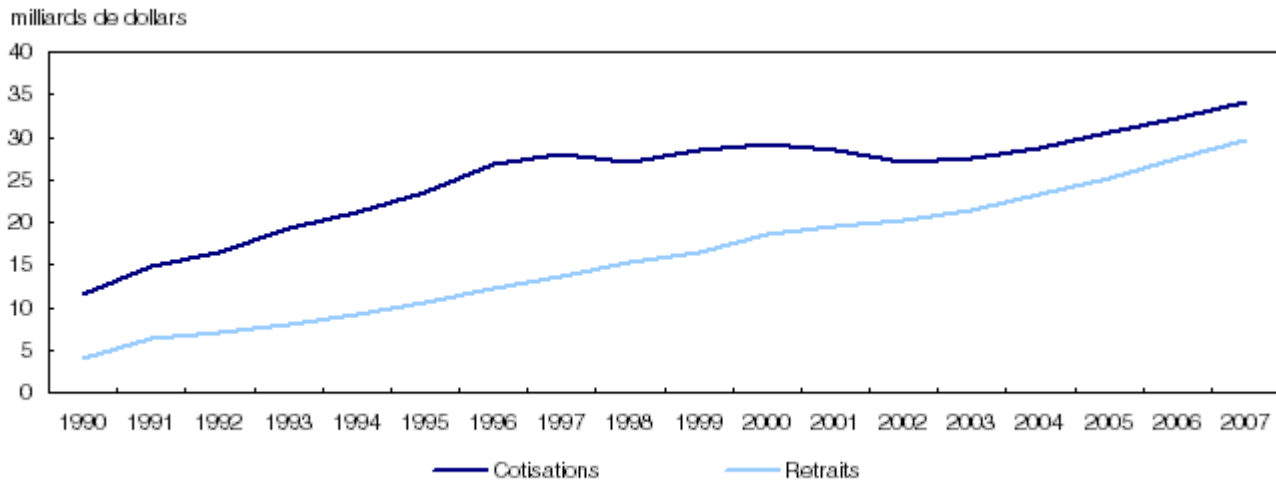


Graphique 3.7 Régimes de retraite en fiducie - Privés



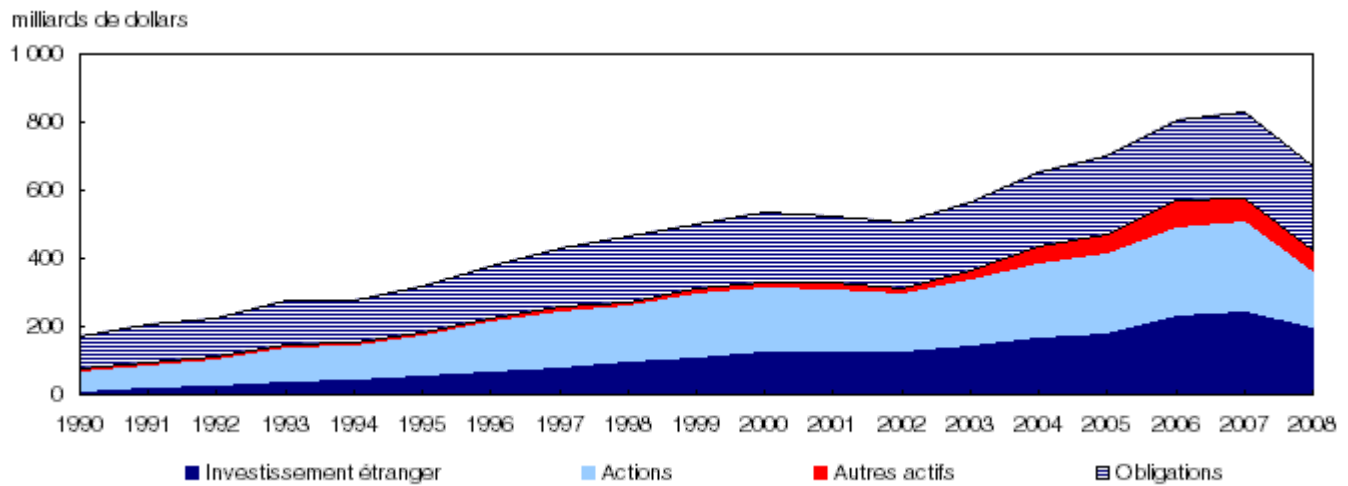


Graphique 3.8 Régimes d'épargne enregistrés individuels



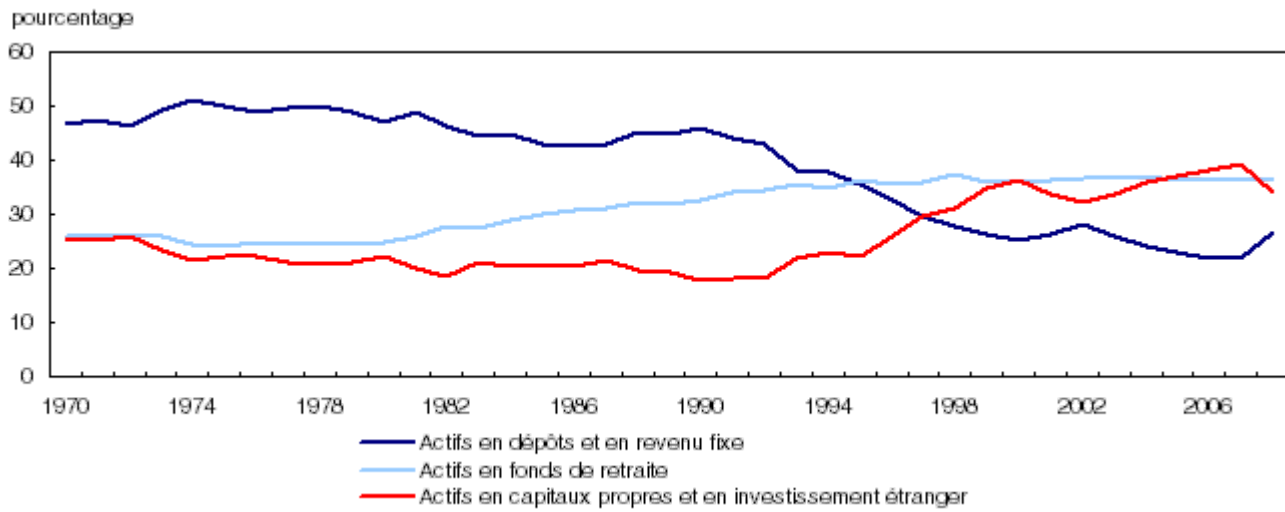


Graphique 3.9 Actifs des régimes de retraite en fiducie





Graphique 3.10 Répartition des actifs financiers des ménages





Graphique 3.11 Épargne personnelle

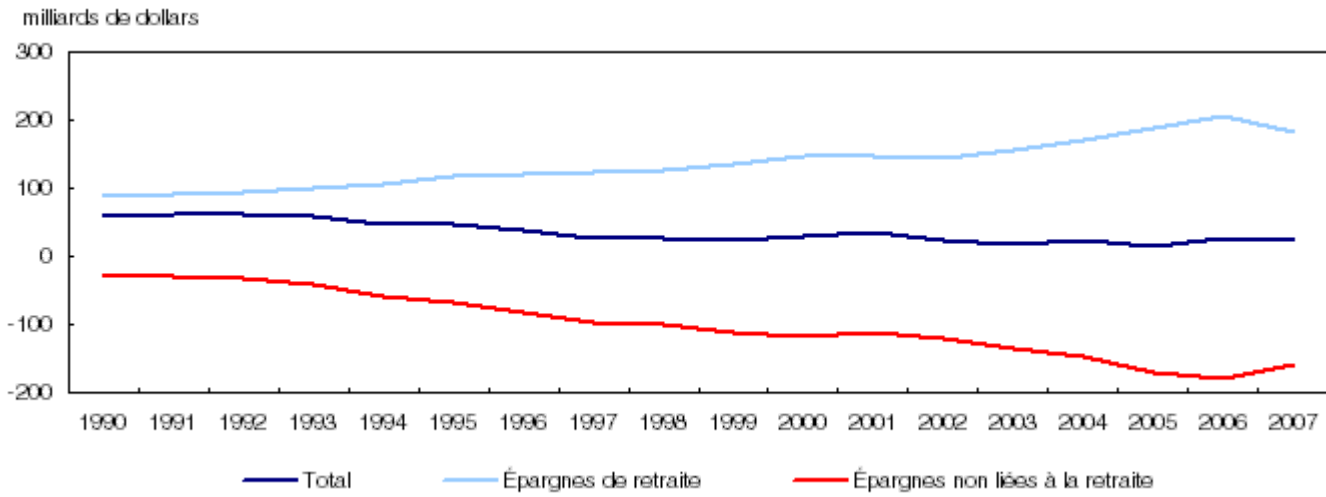




Tableau explicatif 3.1 Les composantes principales du Compte satellite des pensions

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
	millions de dollars									
Sécurité sociale, total										
Actifs	54 900	56 699	56 848	56 635	55 030	54 491	53 206	51 842	53 357	52 805
Cotisations	10 117	10 847	11 625	12 208	12 931	14 456	14 761	15 600	18 280	21 000
Revenus d'investissement	5 602	5 628	5 492	5 443	5 326	5 375	5 035	4 739	4 652	4 536
Retraits	30 819	33 522	36 181	38 040	40 047	41 480	43 201	44 825	46 369	47 568
Retraits pour SV/SRG	17 368	18 623	19 377	19 708	20 367	20 871	21 485	22 074	22 646	23 149
Réévaluations	..	223	-164	468	-182	239	635	1 048	2 306	-1 669
Régime de pensions du Canada										
Actifs	40 577	41 915	42 360	42 039	40 995	40 611	39 336	37 554	37 153	36 805
Cotisations	7 782	8 396	9 025	9 516	9 969	11 269	11 420	11 945	14 180	16 190
Revenus d'investissement	4 387	4 475	4 497	4 479	4 403	4 412	4 178	3 970	3 939	3 858
Retraits	10 281	11 389	12 913	14 169	15 247	15 897	16 688	17 466	18 198	18 688
Réévaluations	..	-144	-164	-147	-169	-168	-185	-231	-322	-1 708
Régime de rentes du Québec										
Actifs	14 323	14 784	14 488	14 596	14 035	13 880	13 870	14 288	16 204	16 000
Cotisations	2 335	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 100	4 810
Revenus d'investissement	1 215	1 153	995	964	923	963	857	769	713	678
Retraits	3 170	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525	5 731
Réévaluations	..	367	0	615	-13	407	820	1 279	2 628	39
Régimes de retraite parrainés par les employeurs										
Actifs	302 746	339 841	366 591	436 994	443 586	498 508	567 788	623 653	680 383	732 168
Cotisations	14 001	17 066	19 941	21 047	20 034	20 652	21 174	21 901	21 832	22 595
Revenus d'investissement	26 326	26 258	26 602	27 776	28 946	31 019	32 724	34 621	36 850	38 241
Retraits	15 966	16 868	18 073	20 227	22 209	23 633	24 855	28 945	32 263	32 538
Réévaluations	..	10 640	-1 720	41 808	-20 179	26 884	40 236	28 289	30 311	23 487
Régimes de retraite en fiducie (publics)										
Actifs	111 142	132 874	151 001	190 547	191 040	220 770	248 538	279 848	306 628	335 125

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Cotisations	5 641	7 315	9 344	9 702	9 194	8 325	8 872	9 649	9 261	7 746
Revenus d'investissement	10 500	10 395	10 246	10 606	11 182	11 824	11 732	12 017	13 145	14 083
Retraits	5 735	5 955	6 659	7 024	8 065	8 966	8 985	10 765	11 846	12 268
Réévaluations	..	9 977	5 196	26 262	-11 818	18 547	16 149	20 410	16 220	18 936
Régimes de retraite en fiducie (privés)										
Actifs	88 266	95 030	99 206	115 997	113 682	129 214	160 462	175 405	185 833	196 753
Cotisations	2 762	3 408	4 243	5 364	5 115	6 023	5 513	5 186	5 140	5 694
Revenus d'investissement	5 408	5 316	5 269	5 510	5 598	6 183	7 073	7 168	7 798	7 696
Retraits	5 107	5 239	5 355	6 936	7 657	7 693	8 357	9 089	10 436	10 850
Réévaluations	..	3 279	19	12 853	-5 371	11 019	27 019	11 677	7 926	8 380
Régimes d'épargne enregistrés individuels										
Actifs	157 282	183 199	206 557	239 629	254 798	283 905	320 857	346 432	355 355	407 669
Cotisations	11 627	14 935	16 426	19 397	21 271	23 490	26 787	27 898	27 054	28 363
Revenus d'investissement	15 311	15 122	13 245	11 664	13 003	17 178	16 287	14 418	14 609	14 922
Retraits	3 977	6 301	6 978	8 018	9 281	10 659	12 176	13 550	15 270	16 561
Réévaluations	..	2 161	665	10 029	-9 824	-902	6 054	-3 191	-17 470	25 590
Comptes de retraite, total										
Actifs	514 928	579 739	629 996	733 258	753 414	836 904	941 851	1 021 927	1 089 095	1 192 642
Cotisations	35 745	42 848	47 992	52 652	54 236	58 598	62 722	65 399	67 166	71 958
Revenus d'investissement	47 239	47 008	45 339	44 883	47 275	53 572	54 047	53 778	56 111	57 699
Retraits	50 762	56 691	61 232	66 285	71 537	75 772	80 232	87 320	93 902	96 667
Retraits pour SV/SRG	17 368	18 623	19 377	19 708	20 367	20 871	21 485	22 074	22 646	23 149
Réévaluations	..	13 023	-1 219	52 304	-30 185	26 221	46 925	26 145	15 147	47 408
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
	millions de dollars									
Sécurité sociale, total										
Actifs	60 010	62 456	70 244	84 470	101 181	121 253	146 261	155 755	139 568	
Cotisations	24 921	28 621	32 527	35 208	36 805	38 834	41 643	43 469	..	
Revenus d'investissement	4 755	4 065	4 308	3 981	4 138	4 243	4 995	5 388	..	
Retraits	49 386	52 259	54 885	57 358	60 246	62 799	65 862	67 833	..	
Retraits pour SV/SRG	24 043	25 728	26 938	28 160	29 321	30 460	31 858	32 183	..	
Réévaluations	2 872	-3 709	-1 100	4 235	6 693	9 334	12 374	-3 713	..	
Régimes de pensions du Canada										
Actifs	41 660	46 004	52 119	65 716	78 760	94 471	113 581	122 729	113 396	
Cotisations	19 224	22 105	25 350	27 221	28 440	30 014	32 631	34 526	..	
Revenus d'investissement	3 902	3 272	3 531	3 230	3 335	3 301	3 726	4 025	..	
Retraits	19 340	20 189	21 251	22 171	23 425	24 543	25 760	26 994	..	
Réévaluations	1 069	-844	-1 515	5 317	4 694	6 939	8 513	-2 409	..	
Régime de rentes du Québec										
Actifs	18 350	16 452	18 125	18 754	22 421	26 782	32 680	33 026	26 172	
Cotisations	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 943	..	

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Revenus d'investissement	853	793	777	751	803	942	1 269	1 363	..
Retraits	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	..
Réévaluations	1 803	-2 865	415	-1 082	1 999	2 395	3 861	-1 304	..
Régimes de retraite parrainés par les employeurs									
Actifs	786 015	767 051	752 007	821 677	912 297	1 013 729	1 129 004	1 190 319	1 064 836
Cotisations	23 480	25 540	27 567	36 482	44 037	47 513	52 993	55 587	..
Revenus d'investissement	41 105	39 245	37 046	40 571	42 330	46 637	51 963	56 624	..
Retraits	30 859	38 468	37 665	40 057	43 047	43 266	49 896	55 104	..
Réévaluations	20 121	-45 281	-41 992	32 674	47 301	50 548	60 215	4 210	..
Régimes de retraite en fiducie (publics)									
Actifs	361 583	363 615	347 225	384 075	435 459	499 851	576 053	624 727	555 720
Cotisations	7 460	7 630	8 433	14 088	16 358	19 223	22 486	22 994	..
Revenus d'investissement	14 758	14 469	13 735	17 330	17 455	19 649	23 223	24 875	..
Retraits	12 587	11 674	14 092	16 286	17 362	18 908	19 482	21 628	..
Réévaluations	16 826	-8 392	-24 466	21 718	34 933	44 427	49 975	22 433	..
Régimes de retraite en fiducie (privés)									
Actifs	215 572	203 301	196 116	219 153	243 962	269 650	298 621	300 706	248 714
Cotisations	5 852	6 241	8 388	10 861	13 343	13 307	15 867	14 138	..
Revenus d'investissement	8 948	7 431	7 143	7 031	8 066	9 526	10 747	12 968	..
Retraits	8 321	12 198	9 918	12 363	13 565	12 063	16 881	19 040	..
Réévaluations	12 341	-13 746	-12 798	17 508	16 965	14 919	19 238	-5 981	..
Régimes d'épargne enregistrés individuels									
Actifs	422 375	421 675	390 469	440 277	512 009	582 232	652 191	748 971	631 424
Cotisations	29 280	28 439	27 073	27 561	28 788	30 581	32 351	34 058	..
Revenus d'investissement	17 932	16 743	13 985	13 686	14 879	16 906	20 930	25 684	..
Retraits	18 561	19 563	20 333	21 390	23 387	25 096	27 443	29 759	..
Réévaluations	-13 945	-26 319	-51 931	29 951	51 452	47 832	44 121	66 797	..
Comptes de retraite, total									
Actifs	1 268 400	1 251 182	1 212 720	1 346 424	1 525 487	1 717 214	1 927 456	2 095 045	1 835 828
Cotisations	77 681	82 600	87 167	99 251	109 630	116 928	126 987	133 114	..
Revenus d'investissement	63 791	60 054	55 339	58 238	61 346	67 787	77 887	87 696	..
Retraits	98 806	110 290	112 883	118 805	126 680	131 161	143 201	152 696	..
Retraits pour SV/SRG	24 043	25 728	26 938	28 160	29 321	30 460	31 858	32 183	..
Réévaluations	9 049	-75 309	-95 023	66 860	105 446	107 714	116 710	67 293	..



Tableau explicatif 3.2

Composantes principales des régimes de retraite parrainés par les employeurs

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
	millions de dollars									
Total ¹										
Actifs	302 746	339 841	366 591	436 994	443 586	498 508	567 788	623 653	680 383	732 168
Cotisations	14 001	17 066	19 941	21 047	20 034	20 652	21 174	21 901	21 832	22 595
Revenus d'investissement	26 326	26 258	26 602	27 776	28 946	31 019	32 724	34 621	36 850	38 241
Retraits	15 966	16 868	18 073	20 227	22 209	23 633	24 855	28 945	32 263	32 538
Réévaluations	..	10 640	-1 720	41 808	-20 179	26 884	40 236	28 289	30 311	23 487
Régimes de retraite en fiducie										
Actifs	199 408	227 904	250 207	306 544	304 722	349 984	409 000	455 253	492 461	531 878
Cotisations	8 403	10 723	13 587	15 066	14 309	14 348	14 385	14 835	14 401	13 440
Revenus d'investissement	15 908	15 711	15 515	16 116	16 780	18 007	18 805	19 185	20 943	21 779
Retraits	10 842	11 194	12 014	13 960	15 722	16 659	17 342	19 854	22 282	23 118
Réévaluations	..	13 256	5 215	39 115	-17 189	29 566	43 168	32 087	24 146	27 316
Régimes de retraite en fiducie (publics)										
Actifs	111 142	132 874	151 001	190 547	191 040	220 770	248 538	279 848	306 628	335 125
Cotisations	5 641	7 315	9 344	9 702	9 194	8 325	8 872	9 649	9 261	7 746
Revenus d'investissement	10 500	10 395	10 246	10 606	11 182	11 824	11 732	12 017	13 145	14 083
Retraits	5 735	5 955	6 659	7 024	8 065	8 966	8 985	10 765	11 846	12 268
Réévaluations	..	9 977	5 196	26 262	-11 818	18 547	16 149	20 410	16 220	18 936
Régimes de retraite en fiducie (privés)										
Actifs	88 266	95 030	99 206	115 997	113 682	129 214	160 462	175 405	185 833	196 753
Cotisations	2 762	3 408	4 243	5 364	5 115	6 023	5 513	5 186	5 140	5 694
Revenus d'investissement	5 408	5 316	5 269	5 510	5 598	6 183	7 073	7 168	7 798	7 696
Retraits	5 107	5 239	5 355	6 936	7 657	7 693	8 357	9 089	10 436	10 850
Réévaluations	..	3 279	19	12 853	-5 371	11 019	27 019	11 677	7 926	8 380

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Accord gouvernemental sur le revenu consolidé										
Actifs	89 170	97 354	101 570	114 400	122 943	131 909	140 884	149 161	166 966	174 171
Cotisations	4 055	4 773	4 458	4 083	3 846	4 184	4 241	4 002	4 134	4 653
Revenus d'investissement	9 491	9 681	10 250	10 848	11 333	12 170	13 074	14 574	14 957	15 331
Retraits	4 357	4 907	5 298	5 368	5 504	6 057	6 670	8 227	8 995	8 311
Réévaluations	..	-1 363	-5 194	3 267	-1 132	-1 331	-1 670	-2 072	7 709	-4 468
Autres régimes de retraite parrainés par les employeurs										
Actifs	14 168	14 583	14 814	16 050	15 921	16 615	17 904	19 239	20 956	26 119
Cotisations	1 543	1 570	1 896	1 898	1 879	2 120	2 548	3 064	3 297	4 502
Revenus d'investissement	927	866	837	812	833	842	845	862	950	1 131
Retraits	767	767	761	899	983	917	843	864	986	1 109
Réévaluations	..	-1 253	-1 741	-574	-1 858	-1 351	-1 262	-1 726	-1 544	639
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
	millions de dollars									
Total ¹										
Actifs	786 015	767 051	752 007	821 677	912 297	1 013 729	1 129 004	1 190 319	1 064 836	
Cotisations	23 480	25 540	27 567	36 482	44 037	47 513	52 993	55 587	..	
Revenus d'investissement	41 105	39 245	37 046	40 571	42 330	46 637	51 963	56 624	..	
Retraits	30 859	38 468	37 665	40 057	43 047	43 266	49 896	55 104	..	
Réévaluations	20 121	-45 281	-41 992	32 674	47 301	50 548	60 215	4 210	..	
Régimes de retraite en fiducie										
Actifs	577 155	566 916	543 341	603 228	679 421	769 501	874 675	925 433	804 434	
Cotisations	13 312	13 871	16 821	24 949	29 701	32 530	38 353	37 132	..	
Revenus d'investissement	23 706	21 900	20 878	24 361	25 521	29 175	33 970	37 843	..	
Retraits	20 908	23 872	24 010	28 649	30 927	30 971	36 363	40 668	..	
Réévaluations	29 167	-22 138	-37 264	39 226	51 898	59 346	69 213	16 452	..	
Régimes de retraite en fiducie (publics)										
Actifs	361 583	363 615	347 225	384 075	435 459	499 851	576 053	624 727	555 720	
Cotisations	7 460	7 630	8 433	14 088	16 358	19 223	22 486	22 994	..	
Revenus d'investissement	14 758	14 469	13 735	17 330	17 455	19 649	23 223	24 875	..	
Retraits	12 587	11 674	14 092	16 286	17 362	18 908	19 482	21 628	..	
Réévaluations	16 826	-8 392	-24 466	21 718	34 933	44 427	49 975	22 433	..	
Régimes de retraite en fiducie (privés)										
Actifs	215 572	203 301	196 116	219 153	243 962	269 650	298 621	300 706	248 714	
Cotisations	5 852	6 241	8 388	10 861	13 343	13 307	15 867	14 138	..	
Revenus d'investissement	8 948	7 431	7 143	7 031	8 066	9 526	10 747	12 968	..	
Retraits	8 321	12 198	9 918	12 363	13 565	12 063	16 881	19 040	..	
Réévaluations	12 341	-13 746	-12 798	17 508	16 965	14 919	19 238	-5 981	..	

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Accord gouvernemental sur le revenu consolidé									
Actifs	180 082	165 576	177 055	180 197	184 194	188 241	193 738	199 288	203 971
Cotisations	5 086	4 667	5 441	5 696	6 003	6 259	6 389	6 810	..
Revenus d'investissement	16 106	15 918	14 920	14 812	14 980	15 269	15 581	15 836	..
Retraits	9 078	13 088	12 325	9 710	10 220	10 592	11 306	11 801	..
Réévaluations	-6 203	-22 003	3 443	-7 656	-6 766	-6 889	-5 167	-5 295	..
Autres régimes de retraite parrainés par les employeurs									
Actifs	28 778	34 559	31 611	38 252	48 682	55 987	60 591	65 598	56 431
Cotisations	5 082	7 002	5 305	5 837	8 333	8 724	8 251	11 645	..
Revenus d'investissement	1 293	1 427	1 248	1 398	1 829	2 193	2 412	2 945	..
Retraits	873	1 508	1 330	1 698	1 900	1 703	2 227	2 635	..
Réévaluations	-2 843	-1 140	-8 171	1 104	2 169	-1 909	-3 831	-6 947	..

1. Le total inclut aussi les annuités du gouvernement du Canada, qui ont moins de 1 milliard de dollars en actifs.